

MEDIAPART SOUS LE FEU NOURRI DE L'UMP

LE 8 JUILLET 2010 MARTIN UNTERSINGER

L'UMP sonne l'hallali contre le site Mediapart à l'origine des révélations sur l'affaire Bettencourt, rivalisant de ridicule et de mauvaise foi. Pourtant, si l'affaire se confirme entièrement, ce sera le jour zéro du journalisme sur Internet en France.

C'est l'article **publié lundi dernier** par Mediapart (et **traduit par OWNI**), révélant un possible financement occulte de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, qui a mis le feu aux poudres.

Depuis hier, tous les responsables politiques de la majorité ont fait de Mediapart et d'Internet, la cible de toutes leurs attaques. Même si elles relèvent certainement d'une tentative désespérée de discréditer la source de l'information, technique aussi veille que le journalisme, elles n'en sont pas moins inquiétantes et révélatrices.



Éléments de langage

Le ministre du Budget François Baroin (pourtant ancien journaliste politique à Europe 1) a **ainsi qualifié Mediapart** de "blog". Xavier Bertrand, pour sa part, a **attaqué sur RTL "les méthodes fascistes" de Mediapart**. Le ministre de l'industrie et maire de Nice Christian Estrosi a quant à lui fait **joliment référence** à "une certaine presse des années 30". Mais la palme de la bêtise revient certainement au jeune Benjamin Lancar (président des jeunes UMP qui n'en est pas à **son coup d'essai**) qui est l'auteur d'une superbe fulgurance **sur Twitter** (vous savez, le lieu des ragots et des rumeurs) :

“

Du temps de Staline, il y avait les montages photo, en 2010, en France, il y a Mediapart, mené par... un trotskiste. CQFD.

”

Malheureusement, cet article ne sera jamais aussi complet et exhaustif que cet attendrissant livre d'or **publié sur le site de l'UMP**. Seul l'impayable Jean-Pierre Pernaut peut se targuer d'y arriver (attention, ça fait froid dans le dos) :

La revanche d'Internet

Jouant donc à plein sur l'idée encore tenace qu'une information publiée sur Internet est forcément sujette à caution (et comme si celles diffusées par les grands médias ne l'étaient pas), les cadres de l'UMP pourraient bien y laisser quelques plumes si l'histoire rapportée par Mediapart se vérifie de bout en bout. Et il sera alors extrêmement difficile à l'avenir de jouer la carte de la non-fiabilité d'Internet.

Ce qui est certain, comme le **souligne Serge Faubert sur Electron Libre**, c'est que la **révélation de cette affaire par une publication en ligne "marque un tournant dans l'histoire médiatique de notre pays"**. Car c'est un pure-player, né et vivant sur Internet qui (comme naguère Rue89 avec **l'affaire du non-vote de Cécilia**) fait son grand coming-out et impose son agenda aux grands médias généralistes. **C'est d'autant plus rageant pour le camp UMP que les enregistrements divulgués par Mediapart avaient été proposés aux grands médias. Qui les avaient refusés.** Peur des retombées politiques ? Auto-censure ?

En tout cas et heureusement, les médias anglo-saxons qui reprennent de plus en plus l'information, n'ont heureusement pas la défiance des pontes du parti présidentiel.

Le **LA Times** et **CNN** qualifient en effet Mediapart de "site d'investigation", **Vanity Fair** de "site internet d'investigation" et le **Telegraph** d'un sobre "site d'information". Le **blog du World Editors Forum** (sous-division de la très respectée **Association Mondiale des Journaux**) rappelle peut-être un peu exagérément que **Mediapart est "bien connu pour ses investigations au coeur des scandales politiques français"**. Éléments de langage...

Au delà d'une affaire d'Etat qui prend chaque jour plus d'ampleur et qui met en lumière les relations plus qu'incestueuses entre la politique et le monde des affaires, deux éléments se dessinent en filigrane. **D'une part, une faiblesse croissante des médias traditionnels**, incapables de sortir l'affaire comme le voudrait la déontologie du métier, affaiblis par la crise et dont la collusion avec le pouvoir **apparaît de plus en plus évidente**. D'autre part, cette affaire consacre la montée en puissance des médias en ligne.



Vers le sacre des médias en ligne ?

Mediapart sort évidemment gagnant de cette affaire (+ 5000 abonnés en quelques semaines), de quoi rassurer les banquiers du site, dont la trésorerie ne lui permettait pas une marge de manoeuvre supérieure à quelques mois. De quoi également être serein quant à l'avenir du site à plus long terme, si l'on en croit les dires de **Vincent Truffly**, journaliste à Mediapart interrogé sur **Electron Libre** :

“

Quand on lit les messages qu'ils [les nouveaux abonnés] nous envoient, on se rend compte que les lecteurs viennent grâce à ces affaires, mais ils restent aussi parce qu'ils découvrent l'ensemble de notre contenu, notre différence. Nous vivons une véritable construction de lectorat.

”

Il y a en outre fort à parier qu'à l'instar du **Daily Telegraph** lors du scandale des notes de frais des parlementaires britanniques, le site va continuer à distiller au compte-goutte l'intégralité de ses informations.

On espère en tout cas que cette affaire va aider les médias sur Internet à se débarrasser de cette réputation de colporteurs de “ragots” et à prouver que s'y trouve l'avenir du journalisme, quoiqu'en pensent les politiques chagrins. Ce n'est à l'évidence pas l'avis de Nadine Morano, dans le **19/20 de France 3** du 6 juillet, qui nous donne une sublime leçon de journalisme :

“

On est arrivé dans une nouvelle forme de journalisme qui ne repose plus sur de l'information vérifiée, qui ne repose plus sur des témoignages vérifiés, sur des preuves, mais qui font seulement l'objet de calomnies, de mensonges, de ragots.

”

Car oui, l'article publié lundi par Mediapart repose sur un seul et unique témoignage, non-vérifié. De plus, la situation financière fragile du site laissait quelque place au doute. On

pouvait alors arguer, à sa décharge, que ces déclarations avaient été faites avant l'article publié dans **Le Monde de cet après-midi, qui annonce la découverte des carnets évoqués par la comptable et confirme le fait que 50 000 euros ont bien été retirés**, comme expliqué par Claire T dans son témoignage à Mediapart.

Pourtant, Nadine en a remis une couche cette après-midi **dénonçant** avec l'élégance qui la caractérise "*la collusion politico-médiatico-trotskyte*".

"*Vous vous rendez compte dans quelle histoire on se trouve ?*" demandait-elle **dans Soir 3 mardi soir**. Nous oui.. Elle ? J'en doute.

Crédits Photo CC : **Tragic Ending To A Beautiful Story, Ministère du Travail, UK Parliament.**

ARANNO

le 8 juillet 2010 - 10:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pff! Au début je croyais lire un article sur le site de Mediapart : j'ai failli tomber de ma chaise en lisant les légendes des photos ;-) Je m'en vais butiner les liens que vous proposez, ben oui c'est ça la magie d'internet. Pour ceux qui ne l'aurait pas lu, le papier, oui je sais ;-), de Vanity Fair est particulièrement assassin...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

MAUPATE

le 8 juillet 2010 - 17:51 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Voir Mediapart sur Wiki, c'est hallucinant.

Extraits :

Mediapart a reçu pendant sa campagne d'abonnements initiale de nombreux soutiens[4] qui se sont manifestés dans une série de vidéos publiées sur le pré-site (voir entre crochets les interviews de chacun de ces soutiens sur Dailymotion).

De nature diverse, beaucoup viennent de femmes et d'hommes politiques de l'opposition au parcours variés : Noël Mamère[5], de François Bayrou[6], Dominique de Villepin[7] ou François Hollande[8] à Arnaud Montebourg[9], Olivier Duhamel[10] et Catherine Trautmann[11], de Malek Boutih[12] et Khiari Bariza[13] à Daniel Cohn-Bendit[14], José Bové[15] et Olivier Besancenot[16].

Le soutien qui fit le plus de bruit[17] fut celui de Ségolène Royal, l'ancienne candidate à l'élection présidentielle de 2007, qui recommanda l'abonnement[18] à tous les adhérents de son association Désirs d'avenir. Le directeur Edwy Plenel fut accusé de créer, sans l'avouer, un quotidien à son service.

...

A côté des politiques, on relève des hommes de médias comme Michel Field[25], des syndicalistes comme Jean-Claude Mailly[26], le secrétaire général de la CGT-FO, ou Patrick Pelloux[27], président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France (AMUHF)

...

L'objectif affiché est enfin de rassembler environ 65 000 abonnés au bout de la troisième année, ce qui permet d'évaluer à environ 4 millions d'euros les besoins de financement du journal sur la période. Le directeur éditorial, François Bonnet, a déclaré le 17 juin 2008 que le site avait 8 000 abonnés[47].

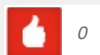
En juin 2010, un journaliste de Mediapart indique que « le plan a été revu pour pouvoir atteindre un équilibre financier autour de 40 000 et reculer l'échéance à 2012. Ce qui laisse un an et demi pour trouver 15 000 ou 20 000 nouveaux abonnés »

...

SANS COMMENTAIRE.

La démocratie est un bien précieux. Honte à cet attelage de coquins sans scrupules et aux abois.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

5 pings

Les tweets qui mentionnent Mediapart sous le feu nourri de l'UMP » Article » OWNI, Digital Journalism -- Topsy.com le 8 juillet 2010 - 10:18

[...] Ce billet était mentionné sur Twitter par damien douani, Yann Le Du, Bertrand Dunogier, tom_plays, Jérémie Joly et des autres. Jérémie Joly a dit: Médiapart sous le feu de l'UMP <http://bit.ly/cRITfQ> #owni [...]

Un clic en un twitt | Editorial Interactif le 8 juillet 2010 - 10:41

[...] Samuel Dixneuf-Mocozet Synthétique. <http://owni.fr/2010/07/08/mediapart-sous-le-feu-nourri-de-l-ump/> [...]

L'affaire Woerth-Bettencourt en une seule (belle) image » Article » OWNI, Digital Journalism le 8 juillet 2010 - 17:00

[...] pour le webDuffygate: une belle démonstration de politesse à l'anglaiseEchangeons nos planètesMédiapart sous le feu nourri de l'UMPHadopi se dote d'un logo, et quel logo !Copenhague : 2012Ta (non) gueule sur [...]

Enquete&Débat » Blog Archive » Médiapart sous le feu nourri de l'UMP le 28 juillet 2010 - 13:54

[...] "La revanche d'Internet Jouant donc à plein sur l'idée encore tenace qu'une information publiée sur Internet est forcément sujette à caution (et comme si celles diffusées par les grands médias ne l'étaient pas), les cadres de l'UMP pourraient bien y laisser quelques plumes si l'histoire rapportée par Médiapart se vérifie de bout en bout. Et il sera alors extrêmement difficile à l'avenir de jouer la carte de la non-fiabilité d'Internet. Ce qui est certain, comme le souligne Serge Faubert sur Electron Libre, c'est que la révélation de cette affaire par une publication en ligne "marque un tournant dans l'histoire médiatique de notre pays". Car c'est un pure-player, né et vivant sur Internet qui (comme naguère Rue89 avec l'affaire du non-vote de Cécilia) fait son grand coming-out et impose son agenda aux grands médias généralistes. C'est d'autant plus rageant pour le camp UMP que les enregistrements divulgués par Médiapart avaient été proposés aux grands médias. Qui les avaient refusés. Peur des retombées politiques ? Auto-censure ? En tout cas et heureusement, les médias anglo-saxons qui reprennent de plus en plus l'information, n'ont heureusement pas la défiance des pontes du parti présidentiel." Lire l'article en entier sur owni.fr [...]

Enquete&Débat » Blog Archive » Plenel le machiavélique le 28 juillet 2010 - 13:54

[...] faits ou la déontologie journalistique ? On apprend récemment que l'information avait été refusée par toutes les rédactions, donc que Plenel n'a eu qu'à se baisser et non à investiguer, sa rédaction de [...]